
La violence de genre : le cas espagnol dans le cadre de l'Union Européenne¹

Nuria Varela, Docteure en Sciences Juridiques et Sociales, Observatoire de l'égalité de genre de l'Université Rey Juan Carlos

Résumé : La violence de genre est un phénomène complexe, destructeur et universel auquel les sociétés contemporaines doivent faire face. Malgré son ampleur alarmante, elle fait l'objet d'un mépris politique, social et académique, qui constitue un obstacle pour l'affronter avec toute l'attention nécessaire. Aucun autre type de violence ne combine tous ces aspects. La violence envers les femmes est une constante dans l'histoire de l'humanité, cependant, il faut attendre la fin du XXe siècle, au moment de la déclaration de l'élimination de violence envers les femmes approuvée par les Nations Unies en 1993, pour que soit publié le premier document international des droits humains abordant de façon explicite la violence de genre et définissant l'expression de la violence envers les femmes comme « tout acte de violence basé sur l'appartenance au sexe féminin, qui ait ou qui puisse avoir comme résultat un préjudice ou une souffrance physique, sexuelle ou psychologique pour la femme, tout comme la menace de déclenchement de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, dans la sphère publique comme dans la sphère privée ». L'égalité entre les hommes et les femmes et l'élimination des discriminations en raison du sexe constituent les objectifs qui doivent être intégrés à toutes les politiques d'action de l'Union Européenne et des États membres. Cependant, la violence envers les femmes est un phénomène en pleine expansion qu'aucune société n'arrive à freiner.

Mots clés : Violence de genre, politiques publiques, Droits humains, égalité de genre

I. La violence de genre, un délit universel

La violence de genre est un phénomène complexe, destructeur et universel auquel les sociétés contemporaines doivent faire face. Malgré son ampleur alarmante, il fait l'objet d'un mépris politique, social et académique qui constitue un obstacle pour l'affronter avec toute l'attention nécessaire. La violence de genre est la principale cause de mortalité pour la moitié de la population, celle constituée par les femmes ; elle affecte de façon critique leur santé physique, psychologique, sexuelle et reproductive. Elle

¹ Traduction par Marc Marti, université de Nice Côte d'Azur, LIRCES, EA3159.

conditionne leurs choix de vie, elle détermine leurs situations professionnelles et économiques ; elle limite leurs droits et, lorsqu'elle se produit au sein du couple avec enfants, elle se transmet de générations en générations. La violence de genre est normalisée et naturalisée, car elle bénéficie de l'impunité et elle discrédite la victime tout en exonérant le bourreau.

Aucun autre type de violence ne combine tous ces aspects. Comme s'il s'agissait d'une boucle sans fin, la situation historique inégalitaire des femmes alimente et favorise la violence de genre et son impunité et, en même temps, l'exercice de la violence ou la menace de sa mise à exécution constitue un dispositif politique qui maintient cette inégalité.

Au moins 119 pays possèdent une législation spécifique contre la violence de genre, 125 pays possèdent des lois contre le harcèlement sexuel et 52 pays ont légiféré contre la violence conjugale, mais cela ne garantit pas l'application de la loi. « Il n'est pas garanti que ces législations respectent toujours ou formalisent les standards et les recommandations internationales (Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies, 2015 : 160).

II. Ampleur de la violence de genre

Dans une première approche sur l'ampleur de la violence de genre, l'aspect le plus marquant est que les rares études existantes utilisent des estimations, des chiffres approximatifs et des degrés d'évaluation supposés, mais, en aucun cas, des données exactes. C'est ainsi que les études s'accordent pour indiquer que les rares données disponibles reflètent seulement un aspect de la réalité et qu'une bonne partie de la violence dont souffrent les femmes reste encore souterraine ou occultée. Ce que fait ressortir l'évaluation actuelle de la violence de genre, c'est l'absence de données précises, ainsi que l'inexistence d'indicateurs communs. Cette situation ne permet ni d'homogénéiser les résultats, ni d'évaluer avec précision le degré d'ampleur de la violence. Il est ainsi difficile d'en établir les causes et d'imaginer quelles seraient les politiques publiques les plus efficaces pour y remédier.

Le rapport sur le développement humain de 2010 du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) reconnaît que la violence de genre est un acte trop fréquent, « qui n'est pas suffisamment documenté pour permettre des

comparaisons internationales » (PNUD, 2010 : 102). Étant donné que ce sont les gouvernements qui sont chargés de fournir des données pour la réalisation du rapport sur le développement humain, l'absence de données implique que ces mêmes gouvernements s'exonèrent de leurs obligations. Il s'agit de pays dont les gouvernements ne se sont pas engagés sur la sécurité et les droits humains des femmes et qui considèrent la violence comme un objet qui ne peut être analysé ni rendu public. Parmi ces gouvernements, on compte aussi des démocraties européennes. On peut prendre l'exemple de l'Allemagne, un pays dont l'élaboration des premières statistiques remonte à 2015 (EFE, 2016).

Dans le rapport *Estimations mondiales et régionales de la violence à l'encontre des femmes : prévalence et conséquences sur la santé de la violence du partenaire intime et de la violence sexuelle exercée par d'autres que le partenaire*², qui constitue la première étude systématique des données mondiales sur la prévalence de la violence envers les femmes, exercée tout autant par le conjoint que par d'autres personnes et publié en 2013, l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS) souligne que la violence contre les femmes est « un problème de santé globale, d'ampleur épidémique » (OMS, 2013).

Il est aussi choquant que, malgré le fait que les Nations Unies soient l'espace d'enquête de niveau mondial sur la violence à l'encontre des femmes, et malgré des reproches répétés sur l'absence de données, la violence de genre ne soit pas une partie structurante du rapport sur l'Indice de Développement Humain (IDH). Marcelle Lagarde (2013) indique qu'on ne peut plus différer l'inclusion de la violence de genre dans l'IDH. « De nombreux pays baisseraient dans le classement, car la violence de genre y est structurelle, tout comme son degré de gravité. La vision que nous avons du développement se transformerait et la planification exigerait des changements radicaux dans les politiques gouvernementales et internationales » (Lagarde, 2013 : 340).

II.1. Données mondiales

La première enquête réalisée sur la violence à l'encontre des femmes était placée sous l'égide des Nations Unies. Elle a été ensuite intégrée au rapport que le Secrétaire

² Pour la version française du texte voir URL: <http://www.who.int/reproductivehealth/publications/violence/9789241564625/fr/>

Général Kofi Annan avait présenté lors de l'Assemblée Générale de 2008. Cette enquête était basée sur le travail *Il manque cent millions de femmes dans le monde*, réalisé dix ans auparavant par Amartya Sen (1996). Elle y avait démontré que l'inégale attention portée sur le développement des femmes à cause de la discrimination de genre avait engendré un déficit de plus de 100 millions de femmes en Asie et en Afrique. Il s'agissait de femmes mortes par négligence envers leur santé, et, dans de nombreux cas, à cause de maladies que l'on pouvait soigner. Les autres facteurs de cette surmortalité féminine étaient la malnutrition, la maternité (avortement, accouchement, fièvres puerpérales), les assassinats d'honneur, les séquelles dues à l'exploitation sexuelle, la situation d'abandon au moment du veuvage et même la sélection et l'élimination de fœtus féminins.

C'est dans ce rapport du Secrétaire Général qu'a été forgé le concept de « femmes disparues », pour faire référence à toutes celles qui auraient dû être là, et dans lequel a été aussi inclus le résultat de la première enquête et analyse des violence à l'encontre des femmes dans le monde et son degré de gravité dans de nombreux pays. Le rapport souligne que la violence envers les femmes, en plus d'attenter à leur droits humains et de leur causer des lésions, affecte le développement social et la coexistence pacifique.

En 2013, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a présenté sa première étude sur la violence de genre, *Estimations mondiales et régionales de la violence à l'encontre des femmes : prévalence et conséquences sur la santé de la violence du partenaire intime et de la violence sexuelle exercée par d'autres que le partenaire*. À la lecture des résultats obtenus sur l'ampleur de la violence de genre dans le monde, elle l'a qualifiée d'épidémie. Selon l'OMS, la violence à l'encontre des femmes est un « problème global de santé », qui possède des caractéristiques épidémiologiques. Il s'agit d'une violence qui affecte un tiers des femmes dans le monde, selon les résultats obtenus, qui indiquent que 38% des assassinats de femmes dans le monde sont des cas de violences de genre et que 35% des femmes dans le monde souffrent de violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur conjoint ou d'une personne hors du couple (OMS, 2015).

Les données du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) indiquent que 120 millions de fillettes dans le monde, soit 1 sur 10, ont subi un viol ou un autre type de relation sexuelle forcée à un moment de leur vie. Les agresseurs habituels, en ce qui

concerne la violence sexuelle à l'encontre des fillettes et des jeunes filles sont leur mari ou leur ex-mari, leur conjoint ou leur fiancé (UNICEF, 2014b : 167).

Selon les estimations publiées en 2016 lors de la « Journée Internationale des Nations Unies pour la Tolérance Zéro en matière de Mutilation Génitale Féminine », 200 millions de fillettes et de femmes ont souffert d'une forme de mutilation génitale féminine dans 30 pays. La majorité d'entre elles ont été mutilées avant l'âge de cinq ans (UNICEF, 2016).

II.2. Données européennes

En mars 2014 a été publiée l'étude sur *La violence à l'égard des femmes*, réalisée par l'Agence des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne (FRA)³. Les résultats de l'enquête de la FRA sur la violence l'égard des femmes se basent sur des entretiens personnels, réalisés auprès de 42 000 femmes dans les 28 états membres de l'Union Européenne, avec en moyenne 1 500 entretiens par pays. Les résultats sont représentatifs des expériences et des opinions des femmes de la tranche d'âge 18 à 74 ans et résidant dans l'Union.

Le rapport sur *La Violence à l'égard des Femmes* montre d'importantes différences entre les pays : ceux qui affichent le plus haut pourcentage de violence de genre (30-39%) sont la Finlande, le Danemark et la Lettonie ; à l'opposé on trouve l'Italie, le Portugal ou l'Allemagne (10% à 19%). Les principales conclusions du rapport sont que 33% des femmes interrogées, soit 62 millions de femmes résidant en Europe, âgées de 15 ans et plus, ont fait l'expérience de la violence physique ou sexuelle. 22% ont souffert de la violence physique et/ou sexuelle de la part de leur conjoint tandis que 5% de l'ensemble des femmes ont été victimes de viol. Parmi elles, 33% ont souffert de violences sexuelles pendant leur enfance, et, dans la moitié des cas, celles-ci ont été occasionnées par un adulte. 12% ont vécu des épisodes de violence sexuelle qui, dans la moitié des cas ont été occasionnés par des hommes qu'elles ne connaissaient pas. 43% assurent avoir souffert une forme de violence psychologique de la part de leur conjoint, que ce soit leur conjoint actuel ou un ex-conjoint. 18% des femmes, soit 9 millions, ont

³ Texte en français, URL: <http://fra.europa.eu/fr/publication/2014/la-violence-lgard-des-femmes-une-enquete-lchelle-de-lue-les-rsultats-en-bref>

souffert de harcèlement et 21% de ces 9 millions ont indiqué que ce harcèlement a duré plus de deux ans (Agence Européenne des Droits Fondamentaux, 2014).

Le même rapport signale que 11% des femmes affirment avoir été l'objet d'insinuations inappropriées sur les réseaux sociaux ou par le biais de courriers électronique ou de SMS sexuellement explicites. Le chiffre des victimes de harcèlement numérique s'élève à 20% quand il s'agit de jeunes entre 18 et 29 ans. 67% des femmes interrogées n'ont pas fait part à la police ou tout autre organisation des situations de violence les plus graves de la part de leur conjoint. De fait, dans les conclusions du rapport européen, il est indiqué que, comme la majorité des femmes n'a pas recours au système judiciaire ni à d'autres services, il est évident que les besoins et les droits de millions de femmes européennes ne font pas l'objet d'une attention particulière dans la pratique (Agence Européenne des Droits Fondamentaux, 2014).

II.3. Données en Espagne

En Espagne, la collecte de chiffres officiels en rapport avec la violence de genre ayant abouti à la mort commence en 2003. Les données entre 2003 et 2005 proviennent de l'Institut de la Femme. Les données 2006, 2007 et 2008 proviennent de la Délégation du Gouvernement pour la violence de genre, qui comptabilise chaque cas sur la base des rapports émis par les Délégations et Sous-Délégations du gouvernement et, depuis leur création et mise en œuvre, par les Unités de Coordination et les Unités de Violence à l'encontre de la Femme, qui, à l'heure actuelle, dépendent fonctionnellement du ministère de la Santé, des Services Sociaux et de l'Égalité. Pour chaque assassinat, ces unités compilent les données fournies par les Forces et les Corps de Sécurité de l'État ou par les Polices des Autonomies, et, de façon complémentaire, celles des organes judiciaires et du Parquet. À partir de l'année 2009, les chiffres officiels sont mis à jour et rendus publics quotidiennement.

Entre 2003 et 2017, si on prend comme date de clôture de cette étude le 4 mars 2017, on comptabilise 886 victimes confirmées de la violence de genre, plus 9 cas dont l'enquête est en cours. L'étude des données montre une courbe en dent de scie, avec des augmentations certaines années et des baisses certaines autres, sans aucun schéma tendanciel. On a une fourchette dont le point le plus bas est 55 victimes dans l'année et un point haut à 75, avec des variations allant jusqu'à 17 victimes d'une année sur l'autre.

Dans le cas de l'Espagne, on détecte aussi un manque d'exactitude dans les données concernant la violence de genre. Bien que, comme il a été dit, à partir de 2009 les chiffres officiels soient mis à jour et publiés quotidiennement, les études quantitatives présentent des faiblesses quant à la violence de genre. En premier lieu, on ne connaît que le nombre de femmes qui ont perdu la vie au moment de l'agression ; les femmes qui, à la suite d'une agression, sont hospitalisées et décèdent par la suite ne sont pas comptabilisées dans les statistiques officielles du Ministère de la Santé, des Services Sociaux et de l'Égalité. La page officielle ne comptabilise pas non plus les suicides à cause de la violence de genre, ni les décès suite à des agressions répétées et non suite à une seule agression mortelle. De la même façon, seul existe le registre officiel des femmes victimes mortelles de violence de genre dans le cadre de la Loi Organique 1/2004, du 28 décembre, sur les Mesures de Protection Intégrale contre la Violence de Genre, c'est-à-dire, uniquement dans le cadre du couple ou d'une relation affective. Les femmes assassinées en dehors du cadre mentionné par la Loi Organique ne sont pas comptabilisées, ce qui induit que le chiffre global des victimes mortelles de la violence de genre reste inconnu.

La macro-enquête sur la Violence envers les Femmes est l'opération statistique la plus importante réalisée en Espagne sur la violence de genre. Elle est effectuée tous les quatre ans depuis 1999 et la dernière date de 2015. La Délégation du Gouvernement pour la Violence de Genre est chargée de son élaboration depuis 2011. Son objectif principal est de connaître le pourcentage de femmes résidant en Espagne qui ont souffert ou qui actuellement souffrent d'un quelconque type de violence par le fait même d'être des femmes. La macro-enquête de 2011 a introduit un changement dans la collecte de l'information, à la différence des macro-enquêtes antérieures (1999, 2002 et 2006), dans lesquelles les femmes étaient interrogées par téléphone. À partir de 2011, les entrevues se sont faites en présentiel, au domicile des femmes interrogées.

Selon les données fournies par la « Macro-enquête sur la Violence à l'encontre des Femmes de 2015 », 10,3% des femmes de plus de 16 ans ont souffert de violence physique, 8,1% de violence sexuelle, 25,4% de violence psychologique destinée à les contrôler, 21,9% de violence psychologique émotionnelle et 10,8% de violence économique. De plus, 13% ont ressenti de la peur. Selon la Macro-enquête de 2011, le pourcentage de femmes qui ont indiqué avoir souffert de la violence de genre au moins

une fois dans leur vie était de 10,9%, ce qui équivaut à plus de 2 150 000 femmes. Par rapport aux macro-enquêtes antérieures, les données reflètent une augmentation très importante des femmes qui déclarent avoir souffert de mauvais traitements au moins une fois dans leur vie depuis la première enquête réalisée en 1999, soit 5,1% contre 10,3% en 2015.

III. L'égalité, un principe fondamental dans l'Union Européenne

L'égalité entre les femmes et les hommes et l'élimination des discriminations en raison du sexe sont des objectifs qui doivent être intégrés dans toutes les politiques et toutes les actions de l'Union et des États membres. La violence de genre a été abordée pour la première fois dans l'UE (bien que ce ne soit pas dans le cadre des relations affectives ou entre conjoints) lors de la Communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen du 20 novembre 1996, consacré à la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle. Le Parlement Européen avait initié en 1986 un processus d'élaboration de résolutions sur les agressions à l'encontre des femmes, sur la pornographie, la violation des libertés et des droits fondamentaux des femmes et la traite d'humains dont l'aboutissement avait été la résolution du Parlement Européen sur la violation des droits des femmes, le 14 avril 1997.

Le 16 septembre 1997, le Parlement Européen a approuvé la résolution sur « Une campagne européenne sur la tolérance zéro face à la violence envers les femmes », dans laquelle on avait admis que, bien que dans l'Union Européenne la violence envers les femmes dans le cadre de l'espace domestique était fréquente et persistante, à l'échelon national, il n'existait pas d'outils juridiques qui auraient permis aux femmes de se défendre contre les abus commis par les hommes, ou bien ceux qui existaient étaient insuffisants. En conséquence, les États étaient sollicités pour établir une législation spécifique pour protéger les victimes de la violence en raison de leur sexe. La Résolution rappelait « sa préoccupation » vis-à-vis du fait que les procédures judiciaires de nombreux États membres dissuadaient les femmes d'engager des actions en justice contre leurs agresseurs. En conséquence, on demandait de revoir leur application, de façon à ce que soient levés les obstacles qui empêchaient les femmes d'obtenir une protection dans le cadre judiciaire.

En 2011, deux textes supplémentaires ont été approuvés. La Directive 2011/99/UE, du 13 décembre 2011 sur « l'Ordre Européen de Protection et l'Accord Européen pour prévenir et combattre la violence envers les femmes et la violence domestique du Conseil de l'Europe » (connu comme l'Accord d'Istanbul). Ces deux documents contredisent la tradition législative dans le cadre de l'UE, puisqu'ils témoignent d'un changement de paradigme dans le traitement de la violence de genre exercée par le conjoint ou l'ex-conjoint.

Alors que la résolution du Parlement Européen du 26 novembre 2009, sur l'élimination des violences faites aux femmes (qui suivait les principes des Nations-Unies) identifiait la violence de genre comme une violation des droits humains, dont l'origine est l'inégalité entre les hommes et les femmes, la Directive 2011/99/UE du 13 décembre 2011, sur l'Ordre Européen de Protection, établit la reconnaissance mutuelle de résolutions judiciaires relatives à la violence intrafamiliale, en étendant son champ d'application aux femmes, aux hommes et aux mineurs. Ce qui revient à dire que l'on néglige le fait que la base de la violence de genre, c'est l'inégalité et que le risque augmente lorsque l'on est une femme.

Le discours négationniste, qui prend aussi corps en Espagne, entre ainsi dans la norme européenne. Un discours qui affirme qu'il n'y a pas de violence spécifique contre les femmes, et que c'est simplement la société qui est de plus en plus violente. Ce discours a des conséquences, non seulement parce qu'il prétend invalider les avancées antérieures, mais aussi parce qu'il a des retombées pratiques dans les tribunaux, par exemple, on peut voir comment les responsables des maltraitances utilisent les plaintes réciproques pour faire en sorte que la violence de genre dans le couple soit considérée comme une violence entre égaux, c'est-à-dire en niant le patriarcat.

Le Conseil Européen, pour sa part, qui comptait entre autres textes, la « Recommandation du Conseil des Ministres aux États membres sur la protection des femmes contre la violence » (2002), qui considérait la violence de genre comme une violation des droits humains, indiquait que la discrimination en était l'origine. Il inclut le principe de vigilance obligatoire et il entre en contradiction avec l'Accord d'Istanbul, qui se réfère —dès son titre—à deux types de violences, celle exercée spécifiquement contre les femmes, la violence de genre et la violence domestique, celle qui est exercée contre n'importe quel membre de l'espace familial.

La première « curiosité » ou contradiction de l'Accord d'Istanbul apparaît dès le titre ainsi rédigé : *Accord Européen pour prévenir et combattre la violence à l'encontre des femmes*. Il suggère que dans le texte « deux types de violences sont pris en compte, ils sont distincts mais cachés : la violence à l'encontre des femmes et la violence domestique ». Toutes les contradictions apparaissent à la suite du titre de cet accord. Tout en étant considéré comme le texte international le plus complet en matière de violence envers les femmes, il constitue en même temps, un retour en arrière pour ce qui est des origines de la violence, tant au niveau des victimes qu'à celui des responsables de cette violence et de l'analyse des raisons sur lesquelles elle se fonde.

La faiblesse de l'accord d'Istanbul se trouve dans la contradiction entre les « deux narrations incompatibles », le cadre de la violence de genre et, comme concept juxtaposé, la violence domestique, entendue selon le texte du « Rapport Explicatif » comme : « une définition neutre en termes de genre, qui inclut les victimes et les responsables des deux sexes ». Il n'existe cependant pas de définition neutre en termes de genre : ou on intègre les femmes ou on ne les intègre pas. Si on intègre les femmes, l'inégalité est visible dans tous les indicateurs. Ou bien on reconnaît l'existence du patriarcat ou bien on la nie.

Le principe d'égalité et de non-discrimination n'a pas sa place dans la violence domestique telle que la définit l'Accord d'Istanbul : « ou affleure les déviations sur la perspective de genre, des réminiscences qui semblent vouloir récupérer les lésions corporelles comme seul élément à prendre en considération, sans tenir compte de leur cause ou de la condition sociale... Une perspective dont le paradigme n'est pas le déséquilibre de pouvoir dans la société mais la relation particulière d'intimité dans la famille ».

IV. La lutte contre la violence de genre en Espagne

En Espagne, jusqu'en 1975, la capacité des femmes était sujette à d'innombrables limitations légales, elles avaient besoin de l'autorisation de leurs maris pour presque toutes les activités de la vie sociale : ouvrir un compte courant, gérer une entreprise ou travailler. Les femmes célibataires étaient sous la tutelle du père et voyaient leur majorité légale retardée. Cette inégalité était inscrite dans les lois et ratifiée par l'usage, les mœurs et la morale en vigueur.

La consécration du droit et du principe d'égalité, inscrits dans la Constitution Espagnole de 1978, va être un facteur déterminant sur le long chemin de l'éradication de la discrimination, avec l'appui de la doctrine du Tribunal Constitutionnel, qui consacre le recours aux mesures légales d'action positive comme « le droit inégalitaire/égalitaire ».

Au sein des institutions espagnoles, un des moments les plus significatifs dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes a été la création, en 1983, de l'Institut de la Femme. C'est précisément cet organisme qui a élaboré le 1^{er} Plan pour l'Égalité des Chances pour les Femmes (1988-1990), dont l'objectif était d'éliminer les discriminations légales qui existaient dans différents domaines entre les hommes et les femmes, comme les dispositions juridiques en rapport avec la famille et la protection sociale, l'éducation et la culture, la santé, l'emploi et les relations professionnelles.

En 1989 le délit de maltraitance physique récurrente au sein de la famille est introduit : il est puni jusqu'à six mois de prison. Cependant, en pratique, ce délit ne sera jamais appliqué par les cours et les tribunaux pendant les dix années suivantes, bien que la moitié des plaintes déposées par les femmes indiquent qu'elles ont été l'objet d'agressions antérieures.

Avec le Code Pénal de la Démocratie (1995), la peine prévue pour le délit de violence physique récurrente entre conjoints ou « des personnes unies par une relation affective réciproque » est durcie et les manifestations spécifiques de la violence de genre comme le harcèlement sexuel sont punis par des amendes.

En 1999, suite à une campagne de dénonciation, qui est largement relayée par les médias, sur l'inefficacité des moyens existants en matière de sanction des coupables et de protection des victimes, on commence à entreprendre des réformes légales dans le cadre pénal. Celles-ci se succèdent jusqu'à l'approbation de la Loi Organique 1/2004 du 28 décembre sur les Mesures de Protection Intégrale contre la Violence de Genre.

L'approbation de la loi a été déterminante, car, jusqu'alors, les changements législatifs favorisaient une perspective neutre et fragmentée, en évitant la perspective de genre, car il n'était fait allusion qu'à la « violence familiale » ou à la « violence domestique » ou aux « mauvais traitements ». De plus, on présentait la législation pénale comme le seul instrument pour aborder et résoudre le problème, en négligeant les aspects préventifs, le statut social et professionnel des victimes ou les campagnes de sensibilisation.

Tous les aspects qui manquaient dans les modifications antérieures ont été pour la première fois repris dans la Loi Organique du 28 décembre 2004 sur les Mesures de Protection Intégrale contre la Violence de Genre. La loi les englobe en enjoignant aux autorités éducatives, aux médias et aux services sociaux de s'emparer de la question et en prévoyant des possibilités de soutien pour les victimes, au niveau économique, professionnel et de la sécurité sociale.

La gestation de la Loi Organique du 28 décembre 2004 sur les Mesures de Protection Intégrale contre la Violence de Genre remonte pratiquement à la fin de la dictature franquiste. À partir de 1975, quand le mouvement féministe espagnol se met en place, la lutte contre la violence est une de ses priorités.

Dans les commissariats et les tribunaux, les agressions étaient qualifiées de « disputes » ou de « querelles domestiques », les plaintes n'étaient pas instruites et dans les cas où on arrivait jusqu'au procès, les magistrats invitaient les femmes à pardonner leurs agresseurs. En 1985, les organisations féministes commencent à faire pression sur le gouvernement pour qu'il organise des services d'aide pour les femmes et c'est ainsi que naissent les premiers foyers d'accueil. Trois ans plus tard, à partir de 1998, les organisations de femmes qui travaillent sur l'étude de la violence de genre et l'aide aux victimes posent la question de la nécessité d'une Loi Intégrale.

Ainsi, l'approbation de la loi a supposé un point d'inflexion vis-à-vis de la violence de genre dans l'organisation juridique espagnole. Parmi ses caractéristiques les plus importantes, on peut retenir que cette loi reprend les recommandations et les normes internationales les plus avancées au moment de son approbation. Elle possède par ailleurs un caractère exhaustif, en intégrant la définition de la violence de genre. Elle relie aussi la violence de genre au concept d'égalité, elle crée des organes spécifiques pour lutter contre ce type de violence, plus particulièrement au niveau législatif et elle fait clairement apparaître que la violence de genre est une catégorie spécifique de violence.

L'exposition de ses motifs indique sans équivoque l'obligation de la part des pouvoirs publics de mettre fin à la violence de genre et prend comme point de départ l'origine structurelle de la violence dont souffre les femmes, en reprenant la définition technique selon laquelle : « les agressions dont souffrent la femme sont la conséquence des conditions socio-culturelles qui agissent sur le genre masculin et féminin et qui la

placent dans une position de subordination à l'homme. Elle s'exprime, à la base, dans trois espaces relationnels : mauvais traitement au sein de la relation de couple, agression dans la vie sociale et harcèlement dans le cadre professionnel ». Dans son article préliminaire, la loi précise cependant que son champ d'application ne concerne que la violence de genre au sein du couple.

La Loi inclut les domaines de la sensibilisation, de la prévention, de la détection, de l'assistance sociale et juridique, de la tutelle institutionnelle et juridique pour faire face aux mauvais traitements envers les femmes au sein du couple. Elle aggrave les catégories pénales du Code Pénal et elle étend la couverture pénale en requalifiant en délits des faits qui étaient antérieurement considérés comme de simples infractions, telles que les lésions, les menaces et la contrainte. La philosophie contenue dans la loi configure des organismes spécialisés comme les tribunaux de la Violence envers les Femmes, le Procureur général contre la Violence envers les Femmes et la Délégation du Gouvernement sur la Violence de Genre. La Loi prévoit des mesures comme l'ordre d'éloignement, la suspension des communications, la privation de l'autorité parentale.

Conclusion

Aucune violence n'est neutre, la violence des hommes envers les femmes est historique et spécifique. Elle est à la fois le produit et le fondement de formes d'organisation sociale de domination patriarcale. Ainsi donc, le genre semble être présent, il détermine toujours l'expérience et la situation des femmes et des hommes. La défense du « masculin » comme neutre, l'androcentrisme, est une des stratégies patriarcales parmi les plus anciennes et les plus nocives. Elle constitue actuellement le noyau de la société du simulacre. Ainsi, le masculin n'a pas la capacité à être universel, il ne fait qu'invisibiliser le féminin —avec toutes les dérives que cela suppose—, et il occulte les intérêts masculins, en ignorant leur existence, générant et maintenant de cette façon l'inégalité. Il situe au contraire le discours féminin en dehors de la norme, hors de l'intérêt commun, en le considérant comme partial face à un masculin irréprochable, qui serait, faussement, le représentant de l'intérêt universel.

Il serait nécessaire d'avoir un outil juridique international de liaison qui fasse uniquement référence aux violences envers les femmes. Il est possible et il est urgent de convoquer une convention contre les violences de genre. La Déclaration des Nations

Unies sur l'Élimination de la Violence contre la Femme de 1993 n'est pas liante et la Convention pour l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination contre la Femme de 1973 qui au contraire l'est, ne reconnaît pas directement la violence envers les femmes, si ce n'est à travers de ses *Recommandations Générales*.

La violence de genre au sein du couple ne disparaît pas, car elle est alimentée par l'impunité et la violence symbolique. Celle-ci est ignorée, tout comme ses formes de reproduction, tant au niveau sociétal qu'à celui des acteurs essentiels à son éradication dans le domaine de la justice, de l'éducation, de la politique, de la santé et des médias.

Il y a urgence à transférer vers l'ensemble de la société la possibilité d'éradiquer la violence de genre, c'est-à-dire d'éliminer sa normalisation pour désarticuler « l'habitude » qui consiste à s'en accommoder, comme s'il s'agissait d'un phénomène inévitable. Le bonheur des femmes tout comme leur sourire, leurs rêves et leurs désirs sont importants. Et ce qui importe le plus, c'est leur vie.

Bibliographie

- SEN, Amartya (1996). Faltan cien millones de mujeres. En Ximena Bunster; Cynthia Enloe y Regina Rodríguez. (Eds.) *La mujer ausente. Derechos humanos en el mundo*. (pp. 96-108) Santiago de Chile, Chile: Isis Internacional, No. 15.
- TRUCHERO, Javier y Arnáiz, Amaya (2012). Aproximación al Convenio europeo de violencia contra las mujeres y violencia de género. *Revista Europea de Derechos Fundamentales*, núm 19, PP. 123-156.
- VARELA, Nuria (2002). *Íbamos a ser reinas. Mentiras y complicidades que sustentan la violencia contra las mujeres*. Barcelona, España: Ediciones B.
- VARELA, Nuria (2013). *Estudio sobre violencia de género: Marco normativo y actuaciones sindicales*. Sevilla, España: UGT Andalucía.

Études et rapports

- AGENCIA EUROPEA DE DERECHOS FUNDAMENTALES (FRA) (2014). *Violencia de género contra las mujeres: una encuesta a escala de la UE*. Recuperado de: <http://fra.europa.eu/en/publication/2014/violence-against-women-eu-wide-survey-main-results-report>
- MINISTERIO DE SANIDAD, SERVICIOS SOCIALES E IGUALDAD (2017). *Boletín estadístico mensual, febrero 2017*. Madrid, España: Ministerio de Sanidad, Servicios Sociales e Igualdad Nipo: 680-15-012-6. Recuperado de: http://www.violenciagenero.msssi.gob.es/violenciaEnCifras/boletines/boletinMensual/2017/docs/BE_Febrero2017.pdf
- NACIONES UNIDAS (2006). *Estudio a fondo sobre todas las formas de violencia contra la mujer (AG 61/122/Add.1)*. Nueva York, EE.UU.: Naciones Unidas.

Recuperado de: [http://www.ww.intersindical.org/dones/Estudio violenciaONU.pdf](http://www.ww.intersindical.org/dones/Estudio%20violenciaONU.pdf)

ORGANIZACION MUNDIAL DE LA SALUD (2013). *Estimaciones mundiales y regionales de la violencia contra la mujer: prevalencia y efectos de la violencia conyugal y de la violencia sexual no conyugal en la salud*. OMS en colaboración con la Escuela de Higiene y Medicina Tropical de Londres y el Consejo de Investigación Médica de Sudáfrica. Recuperado de:

<http://www.who.int/reproductivehealth/publications/violence/9789241564625/es/>

PROGRAMA DE NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO (PNUD) (2010). *Informe de Desarrollo Humano 2010*. Nueva York, EE.UU.: PNUD. Recuperado de:

http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2010_es_complete_reprint.pdf

UNICEF (2014a). [Ending child marriage: progress and prospects](https://www.unicef.org/media/files/Child_Marriage_Report_7_17_LR..pdf), Nueva York, EE.UU.: UNICEF. Recuperado de:

[https://www.unicef.org/media/files/Child Marriage Report 7 17 LR..pdf](https://www.unicef.org/media/files/Child_Marriage_Report_7_17_LR..pdf)

UNICEF (2014b). [Hidden in plain sight: a statistical analysis of violence against children](https://www.unicef.org/publications/files/Hidden_in_plain_sight_statistical_analysis_of_violence_against_children.pdf). Nueva York, EE.UU.: UNICEF. Recuperado de:

[https://www.unicef.org/publications/files/Hidden in plain sight statistical analysis Summary EN 2 Sept 2014.pdf](https://www.unicef.org/publications/files/Hidden_in_plain_sight_statistical_analysis_Summary_EN_2_Sept_2014.pdf)

VIOLENCIA DE GÉNERO: EL CASO ESPAÑOL EN EL MARCO DE LA UNIÓN EUROPEA

Nuria Varela, Doctora en Ciencias Jurídicas y Sociales. Observatorio de Igualdad de Género de la
Universidad Rey Juan Carlos

Resumen: La violencia de género es un fenómeno complejo, dañino y universal al que se enfrentan las sociedades actuales. Ello es así porque conjuga, simultáneamente, magnitudes estremecedoras con el desdén político, social y académico que impide hacerle frente con la debida diligencia. Ningún otro tipo de violencia combina todos estos aspectos. La violencia contra las mujeres recorre la historia de la humanidad, sin embargo, no fue hasta finales del siglo XX, con la Declaración sobre la eliminación de la violencia contra la mujer, aprobada por Naciones Unidas en 1993, cuando ve la luz el primer documento internacional de derechos humanos que aborda de forma explícita la violencia de género y define la expresión violencia contra las mujeres como *“todo aquel acto de violencia basado en la pertenencia al sexo femenino que tenga o pueda tener como resultado un daño o sufrimiento físico, sexual o psicológico para la mujer, así como las amenazas de tales actos, la coacción o la privación arbitraria de la libertad, tanto si se producen en la vida pública como en la vida privada”*. La igualdad entre mujeres y hombres y la eliminación de las discriminaciones por razón de sexo son objetivos que deben integrarse en todas las políticas y acciones de la Unión Europea y de los Estados miembros, sin embargo, la violencia contra las mujeres es un fenómeno en plena expansión al que ninguna sociedad consigue poner freno.

Palabras clave: Violencia de género, Políticas Públicas, Derechos humanos, Igualdad de género.

I. La violencia de género, un delito universal

La violencia de género es un fenómeno complejo, dañino y universal al que se enfrentan las sociedades actuales. Ello es así porque conjuga, simultáneamente, magnitudes estremecedoras con el desdén político, social y académico que impide hacerle frente con la debida diligencia. La violencia de género es la principal causa de muerte de la mitad de la población, las mujeres; afecta decisivamente a su salud física, psicológica, sexual y reproductiva; condiciona sus oportunidades de vida; determina su situación laboral y económica; limita sus derechos y, cuando ésta ocurre en contextos de pareja donde hay hijos e hijas, pasa de generación en generación. La violencia de género está normalizada y naturalizada por lo que mayoritariamente es impune y desprestigia a la víctima exonerando al victimario.

Ningún otro tipo de violencia combina todos estos aspectos. Como si de un bucle infinito se tratara, la histórica situación de desigualdad de las mujeres alimenta y favorece la violencia de género y su impunidad y, al mismo tiempo, el ejercicio de la violencia, o la amenaza de la misma, es un dispositivo político que mantiene dicha desigualdad.

Al menos 119 países tienen legislación específica contra la violencia de género, 125 países cuentan con leyes contra el acoso sexual y 52 países han legislado contra la violación conyugal, pero eso no garantiza su cumplimiento. *“No está garantizado que esta legislación siempre respete o implemente los estándares y las recomendaciones internacionales”*, (Departamento de Asuntos Económicos y Sociales de las Naciones Unidas, 2015: 160).

II. Magnitudes de la violencia de género

En la primera aproximación a las magnitudes de la violencia de género, el aspecto más destacable es que los escasos estudios existentes manejan cifras estimadas, números aproximados y magnitudes sospechadas, pero en ningún caso exactitud. Así como que los estudios coinciden en indicar que los escasos datos reflejan solo una parte de la realidad, que buena parte de la violencia que sufren las mujeres aún permanece soterrada, escondida. Es decir, precisamente, lo que se destaca en la evaluación de las magnitudes de la violencia de género es la falta de datos precisos, así como la ausencia de indicadores comunes que permitan homogeneizar los resultados y, por lo tanto, acercarse con precisión tanto a la magnitud de la violencia como a sus causas y de esta manera establecer cuáles son las políticas públicas más eficaces.

El Informe de Desarrollo Humano 2010 del Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) reconoce que la violencia de género es un hecho demasiado frecuente que *“no está suficientemente documentado, de manera tal que permita hacer comparaciones internacionales”* (PNUD, 2010: 102). Puesto que son los gobiernos los encargados de suministrar datos para la realización del Informe de Desarrollo Humano, que no haya cifras implica que los gobiernos no las generan, lo que coincide con países cuyos gobiernos no están comprometidos con la seguridad y los derechos humanos de las mujeres y consideran la violencia como algo no investigable ni publicable. Entre estos gobiernos, también están las democracias europeas. Sirva como ejemplo Alemania, país

que no ha elaborado su primera estadística de violencia de género hasta 2015 (EFE, 2016).

Por su parte, la Organización Mundial de la Salud (OMS) en el informe, *Estimaciones mundiales y regionales de la violencia contra la mujer: prevalencia y efectos de la violencia conyugal y de la violencia sexual no conyugal en la salud*, el primer estudio sistemático de los datos mundiales sobre la prevalencia de la violencia contra las mujeres, ejercida tanto por la pareja como por otras personas, publicado en 2013, destaca que la violencia contra la mujer es “*un problema de salud global de proporciones epidémicas*” (OMS, 2013).

No deja de ser una incongruencia también que, a pesar de ser Naciones Unidas el espacio de investigación mundial sobre la violencia contra las mujeres, y a pesar de sus reiteradas “quejas” sobre la falta de datos, no incorpore la violencia de género como parte estructural del Informe de Desarrollo Humano (IDH). Sostiene Marcela Lagarde (2013) que es inaplazable incluir la modificación del IDH por la violencia de género. “*Muchos países descenderían abruptamente en su calificación debido a que la violencia de género es estructural y a la gravedad que alcanza. La visión que tenemos sobre el desarrollo se transformaría y la planeación exigiría cambios radicales en las políticas gubernamentales e internacionales*”. (LAGARDE, Marcela, 2013: 340).

II.i Datos mundiales

Naciones Unidas auspició la primera investigación realizada sobre la violencia contra las mujeres que sería incorporada al Informe que el Secretario General, Kofi Annan, presentó a la Asamblea General en 2008. Dicha investigación se basó en el trabajo *Faltan cien millones de mujeres en el mundo* realizado diez años antes por Amartya Sen (1996). En él demostró que la desigualdad de atención al desarrollo de las mujeres por discriminación de género culminó en un déficit de más de 100 millones de mujeres en Asia y África. Mujeres muertas por desatención de su salud y, en muchos casos, por enfermedades curables, por desnutrición, por muerte materna (aborto, parto, puerperio, asesinadas por honor, muertes por secuelas de explotación sexual, por abandono en la viudez, incluso por selección y eliminación de fetos)

En dicho informe del Secretario General se acuñó el concepto de “mujeres desaparecidas” para referirse a todas las que deberían estar, y se incluyó, además, el

resultado de la primera investigación y el análisis de las violencias contra las mujeres en el mundo y su gravedad en muchos países. En el informe se destaca que la violencia contra las mujeres, además de atentar contra sus derechos humanos y dañar a las mujeres, afecta al desarrollo social y a la convivencia pacífica.

En 2013, la Organización Mundial de la Salud (OMS) presentó su primer estudio mundial sobre violencia de género, *Estimaciones mundiales y regionales de la violencia contra la mujer: prevalencia y efectos de la violencia conyugal y de la violencia sexual no conyugal en la salud*. A la vista de los resultados obtenidos sobre la magnitud de la violencia de género en el mundo, la calificó de epidemia. Según la OMS, la violencia contra las mujeres es un “problema de salud global” que tiene “proporciones epidémicas”. Se trata de una violencia que afecta a un tercio de las mujeres en el mundo, según los resultados obtenidos que apuntan a que el 38% de los asesinatos de mujeres en el mundo son casos de violencia de género o que el 35% de las mujeres en todo el mundo sufre violencia física o sexual por parte de sus compañeros sentimentales o de alguien fuera de la pareja en algún momento de sus vidas (Organización Mundial de la Salud, 2013).

Además de las cifras, el informe evidencia precisamente la falta de ellas. Los propios autores de la investigación reclaman más estudios: “Necesitamos que más países midan este tipo de violencia y estudien los mejores instrumentos de medición que estén disponibles”, exponen en el informe, y sobre todo, subrayan la necesidad de que todos los sectores de la sociedad se comprometan a “eliminar la tolerancia ante la violencia contra las mujeres”, y a ayudar a quienes la han padecido (Organización Mundial de la Salud, 2013).

ONU-Mujeres ha recopilado datos sobre hechos y cifras relativos a la violencia contra las mujeres en todo el mundo. En este sentido, recuerda que se estima que el 35 por ciento de las mujeres de todo el mundo ha sufrido violencia física y/o sexual por parte de su compañero sentimental o violencia por parte de una persona distinta a su compañero sentimental en algún momento de su vida. Sin embargo, algunos estudios nacionales demuestran que hasta el 70 por ciento de las mujeres ha experimentado violencia física y/o sexual por parte de un compañero sentimental durante su vida (Organización Mundial de la Salud, 2015).

Los datos del Fondo de Naciones Unidas para la Infancia (UNICEF) señalan que 120 millones de niñas de todo el mundo, más de 1 de cada 10, han sufrido violación u otro tipo de relaciones sexuales forzadas en algún momento de sus vidas. Los agresores más habituales de la violencia sexual contra niñas y muchachas son sus maridos o ex maridos, compañeros o novios (UNICEF, 2014b: 167).

Según las estimaciones publicadas en el Día Internacional de las Naciones Unidas de Tolerancia Cero para la Mutilación Genital Femenina en 2016, 200 millones de niñas y mujeres han sufrido algún tipo de mutilación genital femenina en 30 países, en gran parte de ellos, la mayoría fueron mutiladas antes de los 5 años (UNICEF, 2016).

II.ii. Datos europeos

En marzo de 2014, se presentaba el Informe sobre Violencia contra las Mujeres realizado por la Agencia de Derechos Fundamentales de la Unión Europea (FRA). Los resultados de la encuesta de la FRA sobre la violencia contra la mujer se basan en entrevistas personales realizadas a 42.000 mujeres en los 28 Estados miembros de la Unión Europea, con una media de 1.500 entrevistas por país. Los resultados son representativos de las experiencias y las opiniones de mujeres con edades entre los 18 y los 74 años residentes en la Unión Europea.

El Informe sobre Violencia contra las Mujeres muestra importantes diferencias por países: los países con un porcentaje más alto de mujeres que sufren violencia de género (30-39%) son Finlandia, Dinamarca y Letonia; en el extremo opuesto se sitúan Italia, Portugal o Alemania (10-19%). Las principales conclusiones del Informe son que el 33% de las encuestadas, 62 millones de mujeres residentes en Europa, mayores de 15 años, han experimentado violencia física y/o sexual. El 22% ha sufrido violencia física y/o sexual por parte de una pareja mientras que el 5% de todas las mujeres han sido víctimas de violación. El 33% ha sufrido violencia física o sexual durante la infancia a manos de un adulto. El 12% vivieron episodios de violencia sexual, y la mitad de estos casos fueron ocasionados por hombres que no conocían. El 43% asegura haber sufrido algún tipo de violencia psicológica por parte de su pareja, bien sea su pareja actual o una pareja anterior. El 18% de las mujeres, 9 millones, sufrieron casos de acoso y el 21% de estos 9 millones de mujeres señalaron que este acoso duró más de 2 años (Agencia Europea de Derechos Fundamentales, 2014).

En el mismo Informe se señala que el 11 % de las mujeres afirman haber sido objeto de insinuaciones inapropiadas en las redes sociales o de mensajes electrónicos o de móvil (SMS) sexualmente explícitos. La cifra de víctimas de acoso cibernético asciende al 20% cuando se refiere a jóvenes entre 18 y 29 años. El 67% de las mujeres encuestadas no comunicaron el caso más grave de violencia por parte de su pareja a la policía o a cualquier otra organización. De hecho, en las conclusiones del informe europeo señalan que, como la mayoría de las mujeres no recurre al sistema judicial ni a otros servicios, se pone de manifiesto que las necesidades y los derechos de millones de mujeres europeas no se abordan en la práctica actualmente (Agencia Europea de Derechos Fundamentales, 2014).

II.iii. Datos en España

La recogida de cifras oficiales respecto a la violencia de género con resultado de muerte, se inicia en el ámbito español en el año 2003. Los datos entre los años 2003 y 2005, proceden del Instituto de la Mujer. Los datos de 2006, 2007 y 2008 proceden de la Delegación del Gobierno para la Violencia de Género que contabilizaba cada caso en base a los informes emitidos por las Delegaciones y Subdelegaciones del Gobierno y, desde su creación y puesta en marcha, por las Unidades de Coordinación y Unidades de Violencia contra la Mujer, las cuales dependen funcionalmente en la actualidad del Ministerio de Sanidad, Servicios Sociales e Igualdad. Estas unidades recaban los datos de cada asesinato de Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado o Policía Autonómica y complementariamente de órganos jurisdiccionales y Fiscalía. A partir del año 2009, las cifras oficiales se actualizan a diario y son públicas.

Entre los años 2003- 2017, teniendo como fecha de cierre de este estudio el 4 de marzo de 2017, están registradas 886 víctimas de violencia de género confirmadas más 9 casos que se mantienen en investigación. En el estudio de los datos se observa que mantiene un pico de sierra que unos años aumenta y otros se reduce sin ningún patrón que marque tendencia y que se encuentra en una horquilla que abarca un mínimo de 55 víctimas al año y un máximo de 75, con variaciones de hasta 17 víctimas entre un año y siguiente.

En el ámbito español, también se detecta falta de exactitud en los datos respecto a la violencia de género. A pesar de que como ya se ha señalado, a partir del año 2009, las

cifras oficiales se actualizan a diario y son públicas⁴, los estudios cuantitativos respecto a la violencia de género presentan debilidades. En primer lugar, solo se conocen el número de mujeres que han perdido la vida en el momento de una grave agresión, aquellas mujeres que como resultado de una agresión son hospitalizadas y fallecen tiempo después, no están recogidas en las estadísticas oficiales del Ministerio de Sanidad, Servicios Sociales e Igualdad. Tampoco existe en la mencionada página oficial registro de suicidios por causa de violencia de género ni de fallecimientos por las agresiones reiteradas y no fruto de una agresión mortal. Igualmente, solo existe registro oficial de mujeres víctimas mortales de violencia de género en el ámbito de la Ley Orgánica 1/2004, de 28 de diciembre, de Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género, es decir, en contextos de pareja o relación afectiva. Las mujeres asesinadas fuera del ámbito de actuación de la mencionada Ley Orgánica no son registradas por lo que la magnitud global en lo que a víctimas mortales de la violencia de género se refiere es desconocida.

La Macroencuesta de Violencia contra la Mujer es la operación estadística más relevante que se realiza en España sobre violencia de género. Se viene realizando cada cuatro años desde el año 1999, hasta 2015, siendo la Delegación del Gobierno para la Violencia de Género la encargada de su elaboración desde el año 2011. Su objetivo principal es conocer el porcentaje de mujeres residentes en España que han sufrido o que sufren actualmente algún tipo de violencia por el hecho de ser mujeres. La Macroencuesta de 2011 introdujo un cambio en la recogida de la información, a diferencia de las Macroencuestas anteriores (1999, 2002 y 2006), en las que se entrevistaba telefónicamente a las mujeres, a partir de 2011 las entrevistas fueron presenciales, realizándose en el domicilio de las mujeres encuestadas.

Según los datos arrojados por la Macroencuesta de Violencia contra la Mujer 2015⁵, el 10,3% de las mujeres mayores de 16 años han sufrido violencia física en alguna ocasión, el 8,1% violencia sexual, el 25,4% han sufrido violencia psicológica de control, el 21,9% violencia psicológica emocional y el 10,8% violencia económica. Además, el 13%

⁴ Disponibles en: <http://www.violenciagenero.msssi.gob.es/violenciaEnCifras/victimasmortales/home.htm>

⁵ Disponible en: http://www.violenciagenero.msssi.gob.es/violenciaEnCifras/estudios/colecciones/pdf/Libro_22_Macroencuesta2015.pdf

ha sentido miedo. El porcentaje de mujeres que señaló en la Macroencuesta de 2011 haber sufrido violencia de género alguna vez en la vida fue del 10,9% del total de entrevistadas, lo que equivale a más de 2.150.000 mujeres. Respecto a las macroencuestas anteriores, los datos reflejan un aumento muy importante de la proporción de mujeres que declaran haber sufrido malos tratos alguna vez en la vida desde la primera realizada (1999), un 5.1 por ciento, a la última (2015), un 10,3 por ciento.

III. La igualdad, un principio fundamental en la Unión Europea

La igualdad entre mujeres y hombres y la eliminación de las discriminaciones por razón de sexo son objetivos que deben integrarse en todas las políticas y acciones de la Unión y de los Estados miembros. En la Unión Europea se aborda por primera vez la violencia de género (aunque no en el ámbito de las relaciones afectivas o de pareja) en el marco de la Comunicación de la Comisión al Consejo y al Parlamento Europeo, de 20 de noviembre de 1996, sobre la trata de mujeres con fines de explotación sexual. El Parlamento Europeo había iniciado en 1986 un proceso de elaboración de resoluciones sobre las agresiones a las mujeres, la pornografía, las violaciones de las libertades y derechos fundamentales de las mujeres y la trata de personas que culminó con la Resolución del Parlamento Europeo sobre la violación de los derechos de las mujeres, de 14 de abril de 1997.

El 16 de septiembre de 1997 el Parlamento Europeo aprobó la Resolución sobre *“Una campaña europea sobre tolerancia cero ante la violencia contra la mujer”* en la que se admitió que, aunque en la Unión Europea la violencia contra las mujeres en el hogar era frecuente y persistente, a escala nacional no existían instrumentos jurídicos - o los que existían eran insuficientes- , que permitieran a las mujeres defenderse de los abusos cometidos por los hombres. Como consecuencia, se solicitaba a los Estados que establecieran una legislación específica para proteger a las víctimas de la violencia por razones de sexo. La Resolución recordaba “con preocupación” que los procedimientos judiciales en muchos de los Estados miembros disuadían a las mujeres de iniciar acciones judiciales contra sus agresores. Consecuentemente, se requería revisar su aplicación de manera que se acabara con los obstáculos que impedían que las mujeres pudieran obtener protección en el ámbito judicial.

En 2011 se aprobaron dos documentos más. La Directiva 2011/99/UE, de 13 de diciembre de 2011, sobre la Orden Europea de Protección y el Convenio europeo para prevenir y combatir la violencia contra las mujeres y la violencia doméstica del Consejo de Europa (conocido como Convenio de Estambul). Dos documentos que contradicen la tradición legislativa en el ámbito de la UE puesto que señalan un cambio de paradigma en el tratamiento de la violencia de género ejercida por la pareja o la expareja.

Mientras que la Resolución del Parlamento Europeo, de 26 de noviembre de 2009, sobre la eliminación de la violencia contra la mujer (siguiendo el enfoque de Naciones Unidas), identificaba la violencia de género como una violación de los derechos humanos cuyo origen es la desigualdad entre mujeres y hombres, la Directiva 2011/99/UE, de 13 de diciembre de 2011, sobre la Orden Europea de Protección, establece el reconocimiento mutuo de resoluciones judiciales relativas a la violencia intrafamiliar, extendiendo la tutela a mujeres, varones y menores. Es decir, se ignora que la base de la violencia de género es la desigualdad y que el factor de riesgo es ser mujer.

De esta manera entra en la normativa europea el discurso negacionista que va tomando cuerpo, también en España. Un discurso que básicamente afirma que no hay una violencia específica contra las mujeres, que la sociedad es cada vez más violenta. Este discurso tiene consecuencias no solo porque pretende invalidar los avances anteriores, también porque tiene consecuencias prácticas en los juzgados, por ejemplo, donde vemos cómo los maltratadores utilizan las denuncias cruzadas intentando así que se considere la violencia de género en contextos de pareja como una violencia entre iguales, es decir, negando el patriarcado.

El Consejo de Europa, por su parte, que contaba, entre otros documentos, con la Recomendación del Comité de Ministros a los Estados miembros sobre la protección de las mujeres contra la violencia (2002) que consideraba la violencia de género como una violación de los derechos humanos, señalaba la discriminación como origen de la misma e incorporaba el principio de diligencia debida se contradice con el Convenio de Estambul, que se refiere -desde su mismo título- a dos tipos de violencia, la ejercida específicamente contra las mujeres, violencia de género, y la violencia doméstica, la que se ejerce contra cualquier miembro del ámbito familiar.

La primera “rareza” o contradicción del Convenio de Estambul surge con su título: Convenio europeo para prevenir y combatir la violencia contra las mujeres y la violencia

doméstica que ya sugiere que en el texto *“se recoge dos tipos de violencia distintos pero solapados: violencia contra las mujeres y violencia doméstica”*. Después del título vendrán todas las contradicciones. Considerado como el texto internacional más completo en materia de violencia contra las mujeres, es, al mismo tiempo, un retroceso en la consideración de los orígenes de dicha violencia, quienes la sufren, quienes la ejercen y las razones que la sustentan.

La debilidad del Convenio de Estambul se encuentra en la contradicción entre dos “narraciones incompatibles”, el marco de la violencia de género y, como concepto yuxtapuesto, la violencia doméstica, entendida, según se cita textualmente en el Informe Explicativo como “una definición neutral en términos de género que incluye víctimas y perpetradores de ambos sexos”. Sin embargo, no existe definición neutral en términos de género: o se incorpora a las mujeres o no se incorpora. Si se incorpora a las mujeres la desigualdad la muestran todos los indicadores. O se reconoce la existencia del patriarcado o se niega la existencia del mismo.

El principio de igualdad y no discriminación, no tiene sitio en la violencia doméstica así percibida por lo que al Convenio de Estambul “le afloran desviaciones sobre el enfoque de género, reminiscencias que parecen querer recuperar el daño corporal como único elemento considerado sin trascender a sus causas o condiciones sociales... Un enfoque cuyo paradigma no es el desequilibrio de poder en la sociedad sino la especial relación de intimidad en la familia”.

IV. La lucha contra la violencia de género en España

En España, hasta 1975, la capacidad de las mujeres se encontraba sujeta a innumerables limitaciones legales (necesitaban autorización de su marido para casi cualquier actuación en la vida social): abrir una cuenta, ser gerente de una sociedad, o ejercer un trabajo. Las mujeres solteras estaban bajo tutela del padre y veían retrasada su mayoría de edad legal. Esa desigualdad estaba fijada en las leyes y ratificada por los usos, las costumbres y la moral imperante.

La consagración del derecho y principio de igualdad en la Constitución Española de 1978 va a ser un factor determinante en el largo camino de erradicación de la discriminación, consolidado con la doctrina del Tribunal Constitucional, consagrando el recurso a las medidas legales de acción positiva como “derecho desigual igualatorio”.

Uno de los momentos más significativos en la lucha por la igualdad entre mujeres y hombres desde el medio institucional en España lo constituyó la creación, en el año 1983, del Instituto de la Mujer. Fue precisamente este organismo el que elaboró el *I Plan para la Igualdad de Oportunidades para las Mujeres (1988- 1990)*, cuyo objetivo era eliminar las discriminaciones legales que existían en distintas áreas entre hombres y mujeres, como en el ordenamiento jurídico relacionado con la familia y la protección social, en la educación y la cultura, en la salud, y en el empleo y las relaciones laborales.

En 1989, se introduce el delito de maltrato físico habitual en la familia, que se castiga hasta con seis meses de prisión. Sin embargo, este delito carece de aplicación práctica por juzgados y tribunales en los diez años siguientes, a pesar de que en más de la mitad de las denuncias las mujeres manifiestan haber sido objeto de agresiones anteriormente.

Con el llamado Código Penal de la Democracia (1995), se endurece la pena prevista para el delito de violencia física habitual entre cónyuges o personas unidas por “análoga relación de afectividad”, y se castigan con penas de multa manifestaciones específicas de la violencia de género como el acoso sexual.

En 1999, tras una intensa campaña de denuncia de la inoperancia de los recursos existentes para la sanción y protección de las víctimas que es ampliamente reflejada en los medios de comunicación, comienzan a acometerse reformas legales en el ámbito penal que se suceden hasta la aprobación de la Ley Orgánica 1/2004 de 28 de diciembre de Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género.

La aprobación de la ley fue determinante porque hasta entonces, los cambios legislativos favorecían un enfoque neutro y fragmentado, rehuyendo la perspectiva de género, ya que únicamente aludían a “violencia familiar” o “violencia doméstica” o “malos tratos”. Además, presentaban la legislación penal como único instrumento para abordar y atajar el problema, apartando los aspectos preventivos, de recursos sociales a las víctimas, laborales, o de sensibilización.

Todos los aspectos que se echaban de menos en las modificaciones anteriores, se recogen por primera vez en la Ley Orgánica de 28 de diciembre de 2004, de Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género. La ley los acoge, realizando mandatos a las autoridades educativas, medios de comunicación, servicios sociales y recogiendo

posibilidades de recursos económicos, laborales y de seguridad social específicos para las víctimas.

La gestación de la Ley Orgánica de 28 de diciembre de 2004, de Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género se remonta prácticamente, al final de la dictadura franquista. A partir del año 1975, cuando el movimiento feminista español se pone en marcha, sitúa entre sus prioridades la lucha contra la violencia.

En las comisarías y los juzgados se valoraban las agresiones como “riñas” o “peleas domésticas”, las denuncias no se tramitaban y en los casos en que se llegaba a juicio, los magistrados instaban a las mujeres a perdonar a sus agresores. En 1985, las organizaciones feministas comienzan a presionar al gobierno para que organice servicios de atención a las mujeres y nacen las primeras casas de acogida. Tres años después, a partir de 1998, las organizaciones de mujeres que trabajaban en el estudio de la violencia de género y en la atención a las víctimas, plantean la necesidad de una Ley Integral.

Así, la aprobación de esta ley supuso un punto de inflexión respecto a la violencia de género en el ordenamiento jurídico español. Sus características más importantes son que recoge lo más avanzado de las recomendaciones y normativas internacionales hasta el momento de su aprobación, su carácter integral, que incorpora la definición de la violencia de género, liga la violencia de género al concepto de igualdad, crea órganos específicos para luchar contra este tipo de violencia y especialmente en la tutela penal, deja claro que la violencia de género es un género específico de violencia.

En su exposición de motivos, señala inequívocamente la obligación de los poderes públicos de acabar con la violencia de género y parte del origen estructural de la violencia que sufren las mujeres al recoger como definición técnica que: “las agresiones sufridas por la mujer como consecuencia de las condiciones socioculturales que actúan sobre el género masculino y el femenino, situándola en una posición de subordinación al hombre y manifestadas en los tres ámbitos básicos de la relación de la persona, maltrato en el seno de las relaciones de pareja, agresión en la vida social y acoso en el medio laboral”. Aunque en el título preliminar la ley aclara que su ámbito de actuación es la violencia de género en las relaciones de pareja.

La Ley abarca ámbitos de sensibilización, prevención, detección, asistencia social y jurídica y tutela institucional y judicial para enfrentar el maltrato en contextos de pareja contra las mujeres. Agrava tipos penales del Código Penal y amplía la cobertura

penal al considerar delitos y actos que anteriormente se consideraban faltas como lesiones, amenazas y coacciones. La filosofía contenida en la Ley conforma organismos especializados como los Juzgados de Violencia sobre la Mujer, la Fiscalía contra la Violencia sobre la Mujer y la Delegación del Gobierno para la Violencia de Género. La Ley crea medidas de protección como órdenes de alejamiento, suspensión de las comunicaciones, privación de la patria potestad.

Conclusiones

Ninguna violencia es neutra, la violencia de los hombres contra las mujeres es histórica, específica, producto y fundamento, a la vez, de formas de organización social de dominación patriarcal. Así pues, el género siempre está presente, siempre determina la experiencia y la situación de las mujeres y de los hombres. La defensa de “lo masculino” como neutro, el *androcentrismo*, es una de las estrategias patriarcales más antiguas y dañinas y actualmente constituye el núcleo de la sociedad del simulacro. Siendo así que el masculino no tiene capacidad universal, tan solo invisibiliza lo femenino -con todas las derivadas que ello encierra-, y esconde los intereses masculinos simulando que estos no existen por lo que no solo genera y mantiene la desigualdad, sino que sitúa el discurso de las mujeres fuera de la norma, fuera del interés común, considerándolo una parte interesada frente a ese masculino immaculado y falsamente representante del interés universal.

Sería imprescindible contar con un instrumento jurídico internacional vinculante que se refiera única y exclusivamente a las violencias contra las mujeres. Es posible y urgente convocar una Convención contra la violencia de género. La Declaración de Naciones Unidas sobre la Eliminación de la Violencia contra la Mujer de 1993 no es vinculante y la Convención para la Eliminación de todas las Formas de Discriminación contra la Mujer de 1973, que sí lo es, no reconoce directamente en su seno la violencia contra las mujeres, sino a través de sus Recomendaciones Generales.

La violencia de género en contextos de pareja no desaparece puesto que está alimentada por la impunidad, la violencia simbólica y el desconocimiento sobre la misma y sus formas de reproducción, tanto de la sociedad en general, como de los actores fundamentales en su erradicación -ámbito de la justicia, de la educación, ámbito político, ámbito sanitario y medios de comunicación, fundamentalmente-.

Es urgente trasladar a la sociedad en su conjunto la posibilidad de erradicar la violencia de género, es decir, eliminar la normalización de la misma para desarticular la “costumbre” de convivir con ella como si de un fenómeno inevitable se tratara. La felicidad de las mujeres sí importa, y su sonrisa, y sus sueños y sus deseos y, sobre todo, importan sus vidas.